

CARTOGRAPHIE

Ecosystème de l'accompagnement
et du financement de projets ESS
en quartier politique de la ville

Qui informe et oriente ?

Centres Ressources
Politique de la ville

Avisé

Centres sociaux

Chambres Régionales
de l'ESS (CRESS)

Services des
communes et
intercommunalités

Délégués du préfet

Acteurs de l'emploi

**SITE
GÉNÉRALISTE
Aides-Territoires**



Qui accompagne ?

Fabrique à initiatives

Dispositif local
d'accompagnement de l'ESS

CitésLab

Incubateurs de l'ESS

Coopératives d'Activités et d'Emplois

Boutiques de gestion

Bailleurs sociaux

**PRINCIPAUX PROGRAMMES ET DISPOSITIFS
DÉDIÉS AU CHANGEMENT D'ÉCHELLE**

Concours La France s'Engage

Fellows d'Ashoka

P'INS

Scale Up
Entreprise

Scale Up Association

Antropia ESSEC



*Pour aller plus loin :
page de l'Avisé*

FINANCEURS PUBLICS

Contrats de ville : appels à projet disponibles sur
les sites des Préfectures de département

Etat (appels à projets par exemple PIC ou PTCE), et
services déconcentrés : Préfecture, DREETS,
DREAL, DRAJES

Dispositifs ANCT (cités éducatives, cités de
l'emploi, adultes-relais, postes FONJEP), gérés par
les services déconcentrés de l'Etat

**Appels à projets de l'Agence Nationale pour la
Rénovation Urbaine (ANRU)**

Collectivités territoriales (commune,
intercommunalité, département et région) :
services Politique de la ville, vie associative et
ESS (autres services selon activité et
compétences de la collectivité)

Fonds européens (FSE+, ITI,...)

Banque des Territoires

ACTEURS DE LA FINANCE SOLIDAIRE

France Active

Association pour le droit à l'initiative
économique (ADIE)

Cigales

FONDATIONS

Fondation Carasso pour projets
alimentaires ou culturels notamment

Fondation de France

Fondations MACIF, AG2R La
Mondiale, Crédit coopératif, RTE...

dans le cadre du

SÉMINAIRE NATIONAL

Politique de la Ville & ESS

25.01.2023



*Cartographie de l'Avisé sur les offres
de financement dédiées à l'ESS*

Qui finance ?



Aides-Territoires



Portée par la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN), l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et France Mobilités, Aides-territoires est une plateforme publique qui permet aux collectivités et à leurs partenaires locaux de trouver des aides financières et en ingénierie.

Au départ conçu pour les collectivités, ce site recense aujourd'hui plus de 3300 aides mobilisables par tout type d'acteurs, avec un moteur de recherche géographique et thématique.

Avisé



Depuis 20 ans, l'Avisé accompagne le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS) et de l'innovation sociale. Association d'intérêt général, elle outille et oriente les porteurs de projet, anime des communautés d'accompagnateurs, développe des programmes collectifs et finance des projets de l'ESS avec du Fonds social européen.



Centres Ressources Politique de la ville (CRPV)



Les centres de ressources politique de la ville (CRPV) accompagnent la qualification des acteurs du développement social et urbain, à commencer par les professionnels de la politique de la ville. Ils mettent à leur disposition des ressources et favorisent leurs échanges, en tenant compte d'une part de l'évolution des politiques publiques et des transformations qu'elles induisent, et d'autre part des réalités territoriales, c'est-à-dire des besoins identifiés sur le terrain et des systèmes d'acteurs locaux.

Présents sur la quasi totalité du territoire national, leur périmètre d'intervention est le plus souvent régional, sauf en Ile-de-France (départemental).



Chambres Régionales de l'ESS (CRESS)



Présentes dans chaque région, les Chambres Régionales de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) rassemblent les entreprises et réseaux de l'ESS. Leurs missions, à l'échelle régionale, sont définies dans la loi sur l'ESS de 2014 :

- Représenter les intérêts des acteurs de l'ESS auprès des pouvoirs publics
- Soutenir la création, le développement et le maintien des entreprises de l'ESS
- Encourager la formation des dirigeants et des salariés de l'ESS
- Analyser et mettre à disposition les données économiques et sociales relatives à l'ESS



CitésLab



Lancé en 2002 et porté par la Banque Publique d'Investissement (BPI), CitésLab est un dispositif qui se positionne en amont du processus de la création d'entreprise (stade de la détection et de l'amorçage). Les chefs de projets du réseau CitésLab ont pour mission de favoriser la création d'entreprise par les habitants dans les quartiers prioritaires politique de la ville par des actions d'animation à la création d'entreprise et l'appui apporté aux habitants désireux de créer leur entreprise : aide à la formulation d'une idée de création d'entreprise et sécurisation de leur parcours de création.



Coopératives d'Activités et d'Emplois (CAE)



Les coopératives d'activité et d'emploi sont des entreprises coopératives qui proposent un cadre juridique, économique, social et humain à celles et ceux qui souhaitent créer, développer puis de stabiliser leur activité entrepreneuriale. Plus de 150 CAE existent sur tout le territoire français, accompagnant environ 12000 entrepreneurs. La fédération des CAE est accompagnées par le Mouvement des Scop et des Scic.



Fabrique à initiatives



Dispositif créé en 2010 par l'Avisé, la Fabrique à initiatives accompagne les acteurs d'un territoire dans la construction de réponses entrepreneuriales adaptées aux besoins locaux. Dispositif porté localement par des structures de l'accompagnement et présent dans 30 territoires, il facilite la création de projets de territoire en apportant son expertise en matière d'animation territoriale, de modélisation économique et d'innovation sociale.



France Active



France Active est un réseau associatif qui aide, depuis plus de 30 ans, les entrepreneurs de l'ESS. France Active propose des solutions de financement et d'accompagnement à travers plusieurs types d'intervention (garantie d'emprunt bancaire, prêt solidaire, dispositifs spécifiques par exemple pour l'émergence de projets...). Pour déployer son action au plus proche des enjeux économiques et sociaux, France Active a créé avec les collectivités locales et ses partenaires un réseau de 35 associations territoriales, qui inscrivent son action dans tous les territoires : centres villes, quartiers politiques de la ville, zones rurales, territoires d'outre-mer.